Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

Vol. 29 n°35 Edmonton, semaine du 6 au 12 octobre 1995 12 pages 60¢



L'ACFA lance un appel au peuple québécois



Georges Arès, Paul Denis et France Levasseur-Ouimet

François Pageau

MONTRÉAL — «Le Québec a sa place au sein de la confédération canadienne.» Voilà l'essentiel du message lancé au peuple québécois par une délégation albertaine à Montréal, le 28 septembre dernier.

C'est dans un hôtel du centre-ville de la métropole, devant plusieurs représentants de la presse, que Paul Denis, président de l'ACFA provinciale, Georges Arès, directeur général de l'ACFA et France Levasseur-Ouimet, ex-présidente, ont fait connaître leur position dans le débat référendaire.

Cette initiative suivait de près l'achat, par l'ACFA, de publicité dans quelques quotidiens québécois, publicité qui appelait à la solidarité entre francophones au Canada. «Nous voulons que notre présence au sein du débat référendaire soit perçue comme un surcroît d'information, afin d'aider les Québécois et Québécoises à faire un choix plus éclairé lors du référendum, a déclaré Paul Denis; nous visons à rejoindre cette tranche d'électeurs qui n'ont pas encore fait leur choix.»

Cette campagne médiatique de l'ACFA ne s'est pas faite en collaboration avec la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, dont l'association franco-albertaine fait partie; il s'agit plutôt d'une initiative isolée. Dans le passé, l'Association canadienne-française de l'Alberta a souvent fait cavalier seul dans certains dossiers. De plus, les relations ont souvent été tendues entre les Franco-albertains et les autres associations francophones, à tel point que l'ACFA s'est même dissociée de la FCFA pendant quelques mois, officiellement de janvier 1993 à juin de la même année.

La présence de l'ACFA sur la scène référendaire a aussi pour effet de faire connaître aux Canadiens-anglais la position de plusieurs communautés francophones hors Québec; cette information pourrait servir à calmer les esprits de la population canadienne qui, au contact des déclarations enflammées de Preston Manning, risque de développer une intolérance au fait français en général, qu'il provienne du Québec ou d'ailleurs.

Selon Paul Denis, aucun autre projet de campagne médiatique n'est sur la table pour l'instant, mais la porte reste ouverte. Selon toute vraisemblance, les actions futures de l'ACFA dans ce dossier seront influencées par la tournure que prendra la campagne dans les semaines qui suivront.

Le premier collège franco-albertain pourrait voir le jour l'an prochain

EDMONTON - Le Centre éducatif communautaire de l'Alberta (CÉCA) forge en ce moment le chaînon manquant de l'éducation francophone dans la province. Après les écoles primaires, secondaires et l'université, il ne manquait aux étudiants franco-albertains qu'un collège pour bénéficier de toutes les options possibles. Jusque là, ceux qui choisissaient le secteur technique avaient le choix entre un collège anglophone ou l'exil au Québec. Dès la rentrée prochaine, l'enseignement pourrait se dérouler en Alberta et en français à 70%.

Le CÉCA, appuyé par le NAIT (Northern Alberta Institute of Technology) vient en effet d'obtenir une réponse positive à sa demande de fonds au ministère de l'Education. Il reste maintenant à faire approuver une proposition formelle pour que le premier établissement francophone d'enseignement technique de l'Alberta voit le jour. «Notre objectif, explique Jean Chamberland, coordonnateur des pogrammmes de français du CÉCA, est de former du personnel de bureau et des gestionnaires bilingues capables de s'adapter à l'évolution constante du monde du travail».

Le contenu de l'enseignement est divisé en deux sections; gestion de bureau et gestion des affaires. D'une durée de deux ans, le cycle comprend six mois de stages rémunérés en entreprise.

Gioia Sallustio-Jarvis, responsable du programme, s'est fixée comme objectif une cinquantaine d'étudiants pour la première année et mise beaucoup sur les divers partenariats, tant avec les différentes entreprises qui accueilleront les stagiaires, qu'avec le collège de Rosemont à Montréal, «partenaire et allié du projet».

En attendant la réponse du ministère, le CÉCA continue à prospecter les milieux d'affaires albertains et lancera vers le 10 novembre à travers toute la province une campagne de pré-inscriptions.

Matthieu Massip



Gioia Sallustio-Jarvis, Jean Chamberland et Lucille Brisebois (collège de Rosemont, Montréal).

Lancement d'un programme de formation pour les parents

EDMONTON - Partant de la conjecture; «Plus le parent pourra participer aux projets éducatifs, plus la qualité d'éducation que reçoit son enfant en sera rehaussée», la Fédération des parents francophones de l'Alberta a lancé la semaine dernière son "programme de formation pour comités de parents et conseils d'école".

S'adressant à toute «personne de la communauté scolaire», parent ou non, déjà impliquée dans l'éducation francophone ou néophyte, ce programme se veut une initiation au fonctionnement du système éducatif albertain. Son objectif? Permettre «une meilleure compréhension de tout ce qui concerne le système de l'éducation en Alberta et le fonctionnement efficace du travail en comité en vue d'un plus grand partenariat entre les divers intervenants de l'école», révèle le communiqué de la FPFA. Mariette Rainville, directrice générale de la fédération, précise: «très souvent, à propos de questions scolaires, on est devant des situations où on ne connait pas la démarche à prendre, on ne sait pas où aller, ni à qui s'adresser... A l'intérieur de ce programme on va trouver des réponses».

L'accès à ce programme de neuf modules (lire l'encadré) sera rendu possible grâce à 24 animateurs qui ont reçu une formation spécifique, la fin de semaine dernière à Edmonton. Venues de toutes les régions de la province, ces personnes iront ensuite porter la bonne parole dans toutes les villes qui en feront la demande.

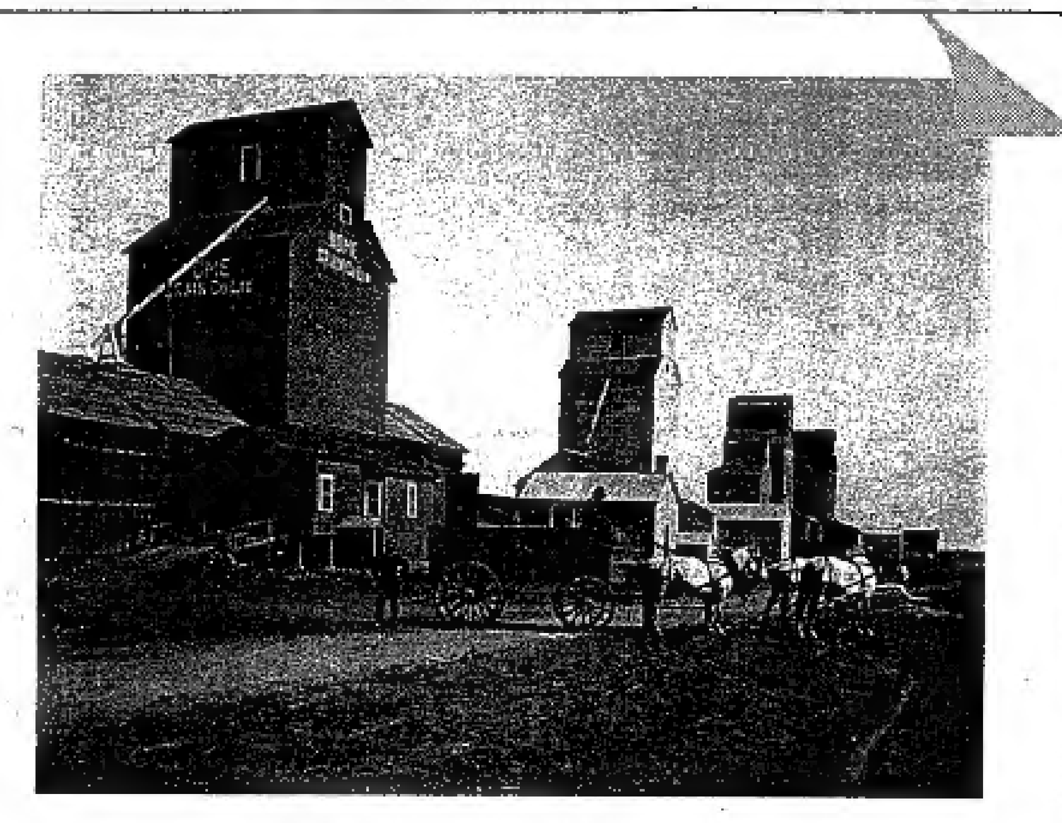
Les ateliers seront tenus à partir du 2 novembre et jusqu'au 25 avril, en semaine, de 19 à 22 heures. Les comités de parents ou conseils d'école intéressés peuvent s'adresser à la fédération.

Matthieu Massip

Elaboré grâce à Patrimoine Canada et au ministère de l'Education de l'Alberta, édité par une équipe de la fédération avec l'aide de consultants privés, le programme comprend neuf modules divisés en deux volets.

Le premier volet, baptisé "Information" comprend quatre modules (le système scolaire, la programmation scolaire, les conseils d'école, le projet éducatif au sein de l'école) consacrés aux structures mêmes du système éducatif.

Le second volet, "Participation/animation" (Le fonctionnement efficace d'un comité, le leadership, la communication, la conceptualisation et la réalisation d'un projet, la consultation) est lui, plus axé sur la communication et la gestion d'une assemblée.



Archives provinciales de l'Alberta à Edmonton, photo P 657.

Les silos à céréales de Rockford au sud de l'Alberta en 1920. Une image typique de l'Ouest canadien.

Album souvenir

Cette chronique est préparée par Claude Roberto des Archives provinciales.

La Cité francophone fait appel à la communauté



Gérard Bissonnette & Claude Moquin

Plus d'une centaine de personnes s'étaient réunies, lundi soir à l'école Maurice Lavallée, pour une rencontre-débat avec les responsables de la Cité francophone. Alors que l'emplacement de la Cité, l'ancien site de l'école Saint-Thomas d'Aquin, est maintenant dégagé, on s'est surtout interrogés sur la physionomie générale du projet, ainsi que sur son financement.

Ainsi, Claude Moquin, le directeur général de la Cité, a surtout été questionné sur l'utilisation du théâtre. «La salle a une vocation communautaire, a t-il assuré, ce sera donc une scène intime, d'environ 240 places. L'acoustique sera adaptée, et les groupes musicaux n'auront pas besoin de gros amplificateurs. Pour l'éclairage, une structure légère devra suffire. Les gens veulent aussi savoir quel genre de commerces nous aurons».

Mais on en n'est pas encore là. Car si 4,5 millions $ ont déjà été promis de la part de l'Etat, et 243 000 recueillis auprès de la communauté franco-albertaine, il manque presque 3 millions pour couvrir le coût total du projet, 7,6 millions. Et on estime le coût du fonctionnement de la Cité, incluant les salaires de deux employés à temps plein à 340 000 $ par an. «Notre objectif, explique Gérard Bissonnette, responsable financier, c'est de recueillir 2 millions de la communauté». Là aussi, ce n'est pas encore gagné. Mais, lundi soir, pour avoir une idée, on a fait circuler une enveloppe où les gens ont glissé des petits papiers indiquant anonymement le montant qu'ils seraient prêts à verser au projet. Résultat; 55 personnes se sont déclarées prêtes à verser presque 95 000 $. On est loin bien sur des 2 millions, mais la souscription, une fois lancée concernera les 24 000 francophones de la région d'Edmonton. On peut prédire en tout cas, que la question du financement, maintenant que le projet est lancé, va être la priorité de l'équipe de la Cité.

• Calgary

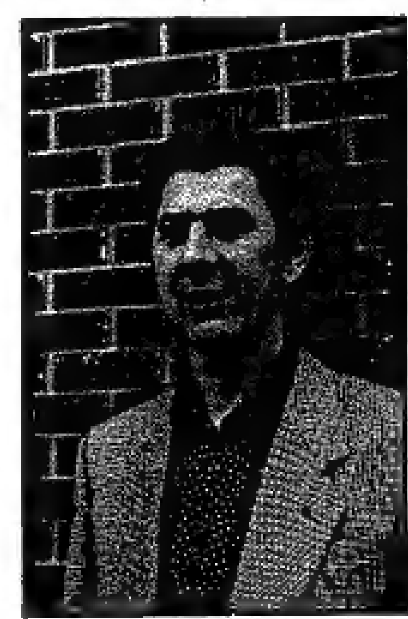
Session d'information

Alain Bertrand

CALGARY — Le projet de concertation interministérielle et la loi 41 étaient à l'ordre du jour lors d'une session d'information donnée par Denis Tardif, coordonateur du projet. Cette session suivait le déjeuner mensuel du club Inter, le 21 septembre dernier.

Grâce à l'entente Canada-Communauté, qui prévoit l'embauche d'une personne dont l'obligation serait d'être un lien entre la communauté et les divers ministères. M. Tardif, ancien président de l'ACFA provinciale, est ce lien dont la tâche principale est d'expliquer ce qu'est le projet de concertation interministérielle.

L'article 41 stipule que le gouvernement fédéral a la responsabilité de promouvoir les deux langues officielles au Canada. Ayant déterminé les trois axes de développement - économie, culture, ressources humaines - certains ministères ont été ciblés pour favoriser l'épanouissement des langues officielles en milieu minoritaire. Parmi ces ministères, nous retrouvons entre autres: la Banque fédérale de développement, Citoyenneté et Immigration Canada, le Conseil des Arts du Canada, la Société canadienne des Postes et Statistiques Canada.



Denis Tardif

«Ce programme prévoit des sources de fonds pour l'accès à Internet, par exemple, explique Denis Tardif; il serait même possible de former un réseau francophone. Mon rôle est d'aider à diversifier les sources de revenus pour aider à réaliser des projets proposés par la communauté.»

• Recrutement scolaire

Yvon Laberge: «Le développement passe par des stratégies régionales»

EDMONTON — Yvon Laberge, coordinateur de la Fédération des conseils scolaires et de coordination de l'Alberta, avait réuni les représentants des conseils de toute la province la semaine dernière à Edmonton. Le but de cette réunion: coordonner les actions des agents recruteurs des sept régions scolaires francophones.

«Le dossier est dynamique, avance Yvon Laberge, mais comme il est tout récent, nous n'avons pas de modèle. On ne peut même pas suivre l'exemple de nos voisins. La Saskatchewan et le Manitoba connaissent des situations totalement différentes. Quant à la Colombie-Britan-nique, les francophones viennent tout juste d'y obtenir le droit à la gestion de leurs écoles. La réunion d'aujourd'hui n'avait pas nécessairement pour objectif une action commune, mais l'échange d'idées entre six groupes qui ne se parlent pas nécessairement d'habitude». L'échange de méthodes et le partage de ressources vaut donc mieux que le calcage d'un modèle théorique sur des situations particulières.

L'idée d'une stratégie globale de recrutement n'est donc pas à l'ordre du jour. «Non, car chaque région a ses difficultés. Certains centres ont des besoins, d'autres pas, explique Yvon Laberge; certains ont des centres communautaires et scolaires, d'autres juste une école». A problème local, solution locale donc.

Pourtant, une idée, si elle est bonne et acceptée par tous, pourrait être adoptée dans toutes les régions scolaires. Ainsi, on parle d'associer une personnalité canadienne-française populaire chez les enfants, (joueur de hockey ou astronaute par exemple), pour en faire un ambassadeur et porte-parole de l'école francophone. La concertation en est à ses débuts. Affaire à suivre, donc.

Matthieu Massip

Éditorial

Les femmes et les enfants...après

La mode est une drôle de chose, surtout lorsqu'elle affecte la politique. La grande vague, ces temps-ci, c'est le néo-libéralisme, ou l'art d'écraser la population pour en extraire le plus d'argent possible. L'exemple du jour: les amputations que font les conservateurs de Mike Harris, en Ontario, dans le tissu social de la province.

En bon disciple de Ralph Klein, monsieur Harris a décidé de copier le programme de restrictions budgétaires de l'Alberta et, tant qu'à y être, de couper encore plus. Résultat: la semaine dernière, les bénéficiaires de l'aide sociale de l'Ontario ont vu leurs chèques amputés de 21%. Je me trouvais à Ottawa en fin de semaine, et les histoires d'horreur et de misère remplissaient la une et plusieurs cahiers des journaux. Un père de famille avec quatre enfants se trouvait à la rue, ne pouvant plus payer son loyer, et cherchait désespérément une place dans un des refuges qui sont déjà remplis à craquer. Une femme célibataire qui devra déménager dans un logement insalubre avec sa petite fille de trois ans parce que son loyer vient d'augmenter. Une famille qui devra couper sur le budget nourriture pour pouvoir continuer d'habiter dans un logement.

Mike Harris et ses acolytes sont les nouveaux membres du club du néolibéralisme, un mot gentil qui recouvre une réalité répugnante, celle de politiciens qui s'imaginent qu'un gouvernement s'administre comme une entreprise privée.

Mais il s'agit là d'un symptôme qui cache un mal plus profond: l'hégémonie de l'Avoir sur l'Etre. Cela présuppose que l'acquisition de richesses est la seule voie vers le bonheur, peu importe comment on se sent dans sa peau. Pourtant, dans nos sociétés, jamais on a senti un malaise social aussi grand, et plus que jamais le besoin d'aide et de partage se fait pressant. Les analyses les plus récentes démontrent que ce sont les femmes et les enfants qui seront les premiers affectés par les mesures d'austérité des gouvernements provinciaux et fédéral.

Plus besoin de réaliser des documentaires qui nous montrent les enfants pauvres d'Afrique ou d'Amérique du Sud: il suffira de descendre dans nos rues pour constater le malheur et la honte qui nous souillent. Quand on sait, par exemple, que le coût des loyers en Ontario est le plus élevé au Canada, comment peut-on froidement risquer de mettre à la rue des centaines de milliers de personnes, en ayant le culot de déclarer que la plupart d'entre eux ne désirent pas travailler? Alors que les profits des banques canadiennes, pour l'année dernière, s'élèvent à plusieurs **milliards** de dollars? Comment peut-on supporter l'achat d'un seul blindé pour l'armée canadienne, alors que des milliers d'enfants ne mangent pas à leur faim, au Canada? Mike Harris, Ralph Klein et Paul Martin pourront essayer tant qu'ils le veulent de me convaincre du bien fondé de leurs décisions; je n'ai plus de respect pour ces dirigeants qui appauvrissent notre population au nom d'une liberté d'entreprise qui méprise les aspirations légitimes du peuple à quelques miettes de bonheur.

François Pageau



La présente est conséquente à votre publicité (NDLR: le communiqué de l'association canadienne-française de l'Alberta) référendaire pour le "non" dans La Presse du 27 septembre:

Nous avions les Anglais, les immigrants et les médias contre nous mais, ô surprise! nous constatons que nous avions les Canadiens-Français de l'Alberta aussi. Heureuse grosse Presse épaisse qui profite des deniers d'Ottawa par ricochet...

Votre pub nous méprise. Nous du Québec, voulons un pays pour éviter le sort de l'assimilation totale qui vous est réservé. Par contre, c'est sans doute grâce à nous qui -j'ai 67 et je me souviens- étions donateurs aux quêtes faites aux portes des églises pour «sauver les écoles françaises de l'Ouest» que notre commun conquérant refusait obstinément de subvenionner. Présentement encore, réalisez qu'à Kinston en Ontario, l'école française Marie-Rivier est toujours logée dans une baraque «sans chiottes ni eau courante».

Vos balivernes peuvent très bien faire plaisir à Roger Landry de La Presse mais nous, nous ne sommes pas dupes.

Joseph Bergeron



Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta



Directeur: François V. Pageau
Adjointe, administration, publicité: Micheline Brault
Journalistes: Michel Bouchard et Matthieu Massip
Graphiste: Lynda Gagnon-Holmstrom
Correspondant national: Yves Lusignan
Association de la presse francophone

Correspondants régionaux

Calgary: Jacques Girard et Alain Bertrand
Centralta: Julie Bouchard-Dallaire et Lucienne Brisson (St-Albert)
Rivière-la-Paix: Patrice Savoie(St-Isidore) et Noëlla Fillion (Donnelly)
Saint-Paul: Jean-François Coulombe

Le Franco est membre de l'Association de la presse francophone.
Au niveau national, il est représenté par l'agence de publicité OPSCOM.
Il est imprimé par CENTRALWEB Colorpress, à Edmonton.

8923, 82e Avenue • Edmonton (AB) • T6C 0Z2
Téléphone: (403) 465-6581 • **Télécopieur:** (403) 465-3647









• Le comité France libre d'Edmonton

Les vingt ans pas ordinaires de Paulette Crévolin



Le 14 juillet 1949, à l'hôtel Corona d'Edmonton, anciens du comités France-libre et fondateurs de l'Alliance française sont réunis autour de Paulette Crévolin (assise au centre). A sa gauche en costume blanc, Michel Pasquin, aujourd'hui consul général de Monaco à Montréal.

EDMONTON - Paulette a eu des vingt ans pas ordinaires. Quand on lui rappelle cette période, elle n'a qu'un souhait, «qu'il n'y ait plus jamais la guerre», et une inquiétude aussi, devant «ces mouvements qui renaissent, en Allemagne ou ailleurs, avec les mêmes idées qu'Hitler». Paulette Crévolin les connait bien ces idées. Elles les a combattues au sein du groupe France libre d'Edmonton, lors de la deuxième guerre mondiale, le temps de ses vingt ans.

En juin 1940, la France vaincue et envahie s'abandonne à un vieux maréchal: Philippe Pétain. Le "vainqueur de Verdun" prônera la collaboration avec les nazis. Dès le 18 juin, une voix s'élève de Londres, qui refuse la défaite: c'est celle d'un jeune général de brigade, Charles de Gaulle. Effondrée, la France ne croit plus en elle. Elle préfère se reposer sur le patriarche, légende vivante de la première guerre mondiale.

Les Canadiens français, comme la majorité des habitants de l'hexagone en 1940, voient De Gaulle d'un mauvais oeil. Un journaliste écrit à Montréal: «De Gaulle a autour de lui les rouges qui massacraient les prêtres en Espagne». A Londres, le chef de la France libre, qui n'a rien à perdre, lance deux appels aux Canadiens français, les 1er et 27 août. Les premières sections France libre se créent alors, à Québec d'abord, puis Halifax et Vancouver. Mais peu nombreux sont ceux qui croient que la lutte doit continuer. Albert Crévolin est de ceux là. Vétéran Français de 14-18, il a un grand respect pour Pétain. Mais il a entendu l'appel de De Gaulle et le soldat qu'il est ne peut se résoudre à la défaite. Paulette, sa fille, raconte: «De Gaulle avait lancé son appel à tous les amis de la France, de se joindre à lui. Mais ce qui a vraiment décidé mon père, c'est quand Pétain a serré la main d'Hitler (NDLR. à Montoire, le 24 octobre 1940). Pour lui c'était épouvantable. Avec quelques amis, il a alors créé le comité France Libre d'Edmonton, et nous avons suivi, ma mère et moi.»

Pourtant, même en Alberta, prendre parti pour le France libre est à cette époque un choix courageux. Le clergé soutient massivement Pétain, même si un père Oblat s'engage tout de suite dans le comité France libre. «On nous traitait de gens de basse classe, de gens pas fréquentables» dit aujourd'hui Paulette. La jeune fille devient bientôt secrétaire du mouvement, avec le souci de ne pas diviser plus la communauté canadienne-

Suite en page 10



Plus d'une trentaine de jeunes ont participé au camp folklorique organisé par les Blés d'Or les 22, 23 et 24 septembre dernier, au centre Renouveau de Saint-Edouard. Parmi les activités offertes, celle du tissage du blé (photo ci-haut) a été certainement l'une des plus appréciées.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES ENSEIGNANTS

Julie Bouchard-Dallaire

Comme ça, une journée internationale? Pourtant, ils sont en vacances deux mois par année!

Rassurez-vous, ce n'était pas l'intention de l'UNESCO. En effet, c'est l'organisation des Nations-Unies pour l'éducation, la science et la culture qui, en 1994, a désigné le 5 octobre journée internationale des enseignants. Cette initiative a pour but d'honorer la profession enseignante, de sensibiliser le public au rôle crucial que jouent les quelques 47 millions d'enseignants et d'enseignantes dans le bien-être et le développement de nos sociétés.

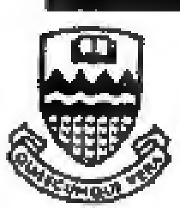
Et que sommes-nous supposé faire? Je n'en suis pas certaine mais on a décidé d'agir! Les enseignants des écoles des trois conseils scolaires francophones de la province célèbrent, et beaucoup d'autres écoles à travers le monde emboîtent le pas. Il y a un gâteau dans chacune des écoles de l'Unité locale francophone n°24 de l'Alberta Teacher's Association. Désolée pour les élèves mais cette année, on est pas assez riche pour en offrir à tous le monde. J'ai entendu dire qu'à l'école Héritage de Jean-Côté, tout comme au centre scolaire Beauséjour, on veut s'habiller de façon spéciale pour souligner l'événement. À l'école Notre-Dame, les parents se son portés volontaires pour alléger la charge de surveillance et permettre à l'équipe enseignante de manger ensemble. À l'école Père Lacombe, on a décidé d'avoir des amis secrets pour la journée. Quant aux enseignants de l'école Citadelle de Legal, ils reçoivent des enseignants à la retraite pour quelques heures de partage. Je sais que les autres écoles ont prévu des activités spéciales, mais mes détectives ne sont pas très efficaces. Peut-être aurez-vous plus de chance et découvrirez ces activités secrètes.

J'espère que nous auront encore plus d'animation l'an prochain et je souhaite surtout que cette fête devienne encore plus populaire. Les enseignants et enseignantes de toute la planète le méritent.

Des candidats...

SAINT-PAUL — Trois personnes ont posé leur candidature au poste de conseiller scolaire de la subdivision numéro quatre du Conseil de l'école nouvelle, en vue des élections du 16 octobre: Vital Ouellette, Roger Pellerin et Laurier Routhier.





APPEL D'OFFRES

University of Alberta
Faculté Saint-Jean

La **Faculté Saint-Jean** sollicite des candidatures à un poste de chargé(e) de cours à temps plein, en science politique, pour une période de 4 mois.

Responsabilités: Enseignement de deux cours de science politique (Introduction à la politique et Gouvernement du Canada) et un troisième cours à déterminer.

Qualifications: Maîtrise ou Doctorat

Durée: du 1er janvier 1996 au 30 avril 1996.

Traitement: Varie de 2,666.67$ à 3, 169.58$ par mois, en fonction de la formation et de l'expérience.

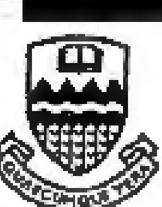
Faculté de langue française au sein d'une Université de langue anglaise, la **Faculté Saint-Jean** offre des diplômes de B.A., de B.Ed., de B. Sc., et de M. Ed.

University of Alberta respecte le principe d'équité en matière d'emploi. Comme employeur, elle favorise la diversité dans le milieu du travail et encourage les candidatures de toute personne qualifiée, femmes et hommes, y compris les autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités visibles. Conformément aux exigences relatives au Canada, ce poste est offert aux citoyens canadiens et aux résidents permanents.

Toute candidature doit comporter un **curriculum vitae** détaillé avec les noms de **trois répondants** et doit être transmise **avant le 31 octobre 1995 à:**

Dr.John A. Boeglin
Vice-doyen aux affaires académiques
Faculté saint-Jean
University of Alberta
8406, rue Marie-Anne Gaboury (91 Street)
Edmonton AB T6C 4G9

Tél: 403-465-8700
Fax: 403-465-8760
E-mail: jboeglin@gpu.srv.ualberta.ca



APPEL D'OFFRES

University of Alberta
Faculté Saint-Jean

La **Faculté Saint-Jean** sollicite des candidatures à un poste de chargé(e) de cours à temps partiel, en physique, pour une période de 4 mois.

Responsabilités: Enseignement du cours PHYSQ 285: Électromagnétisme et optique

Qualifications: Maîtrise ou Doctorat

Durée: du 1er janvier 1996 au 30 avril 1996

Traitement: 3,200$

Faculté de langue française au sein d'une Université de langue anglaise, la **Faculté Saint-Jean** offre des diplômes de B.A., de B. Ed., de B. Sc., et de M. Ed.

University of Alberta respecte le principe d'équité en matière d'emploi. Comme employeur, elle favorise la diversité dans le milieu du travail et encourage les candidatures de toute personne, femmes et hommes, y compris les autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités visibles. Conformément aux exigences relatives au Canada, ce poste est offert aux citoyens canadiens et aux résidents permanents.

Toute candidature doit comporter un **curriculum vitae** détaillé avec les noms de **trois répondants** et doit être transmise **avant le 31 octobre 1995 à:**

Dr. John A. Boeglin
Vice-doyen aux affaires académiques
Faculté Saint-Jean
University of Alberta
8406, rue Marie-Anne Gaboury (91 Street)
Edmonton AB T6C 4G9

Tél: 403-465-8700
Fax: 403-465-8760
E-Mail: jboeglin@ gpu.srv.ualberta.ca

À VENDRE

Bâtiment à bureaux ou à logements
Le village de Pinawa (1 800 habitants se trouve en pleine nature, dans un paysage de pins et de granite, au bord des eaux pures et cristallines de la rivière Winnipeg. Pour s'y rendre à partir de Winnipeg, il faut compter environ une heure sur une route pavée, en direction nord-est.

Le bâtiment à vendre est situé dans le village même, sur un terrain paysagé de 3,25 hectares (8 acres). Il a trois étages, il est de construction solide et il a été bien entretenu.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui agit au nom d'Énergie atomique du Canada limité, est à la recherche d'offres d'achat concernant ce bâtiment.

Le prix offert est un facteur important dans le choix de l'offre à retenir, mais il est encore plus important que l'acheteur se serve du bâtiment en respectant l'image de propreté et de sécurité qui caractérise Pinawa. Si elles sont conformes à cette exigence, les offres nettement inférieures à la valeur de remplacement d'environ 5 millions de dollars seront considérées.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce bâtiment à vendre, veuillez communiquer avec:

M. Noël Dunford
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
269, rue Main, bureau 200
Winnipeg R3C 2Z1

Téléphone: (204) 984-5949
Télécopieur: (204) 983-0072

RÉCIPIENDAIRES DES PRIX D'EXCELLENCE DE L'ACFA

RÉAL DOUCET
Prix Eugène C. Trottier
Visibilité



M. Réal Doucet est président du Centre scolaire communautaire de Fort McMurray. Il a été au coeur du développement communautaire de la communauté francophone de Fort McMurray depuis plus de dix ans à titre de bénévole pour le Comité de parents du Pavillon Boréal, maître sucrier à la Cabane à sucre, président du Conseil de coordination, membres des exécutifs de l'ACFA régionale et provinciale.

Son profond engagement et son dévouement sans faille en font un de nos géants.

KENNETH MUNRO
Prix Ami de la francophonie albertaine



Professeur d'histoire à l'Université de l'Alberta, M. Kenneth J. Munro est reconnu pour ses nombreuses publications et prises de positions en faveur de la reconnaissance du fait français en Alberta.

Il a su, par ses travaux, ses recherches et ses interventions publiques mieux faire connaître notre histoire à nos concitoyens de langue anglaise.

Kenneth Munro mérite amplement le titre d'"Ami de la francophonie albertaine".

ANDRÉ PIQUETTE
Prix Maurice-Lavallée
Éducation



Président d'un conseil scolaire de langue anglaise, M. Piquette a su convaincre ses concitoyens de langue française et anglaise du bien-fondé de l'école française. Il a su affronter avec dignité les insultes et affronts et a toujours été d'un soutien inconditionnel pour ses compatriotes. Sa patience, son travail acharné et ses profondes convictions ont montré la voie aux défenseurs de l'éducation française.

GUY OUELLETTE
Prix Guy Lacombe
Services à la communauté



Guy Ouellette est un homme d'affaires engagé. Sa deuxième carrière c'est le bénévolat. Le club Richelieu, les Chevaliers de Colomb, la paroisse St-Thomas d'Aquin, l'Association des gens d'affaires d'Edmonton, La Cité francophone profitent de ses précieux conseils.

M. Ouellette sait convaincre les gens et mener à terme les projets qu'il entreprend. Travailleur infatigable et trop souvent dans l'ombre, c'est un pilier de la communauté francophone d'Edmonton.

FERNANDE BERGERON
Prix Marguerite Dentinger
Développement communautaire et culturel



Déléguée officielle du gouvernement canadien pour la 4e Conférence des Nations-Unies sur les femmes à Béijing en Chine, Fernande Bergeron est un modèle pour toutes les femmes francophones de notre province.

Bénévole accomplie chez les Scouts et Guides, au Edmonton Immigrant Association, à la Fédération culturelle canadienne-française, à la Fête du Canada, à Capital City Savings, elle est aussi co-fondatrice de la troupe de danse Les Blés d'or de Saint-Paul.

Sa détermination, son attitude positive, son dévouement envers les autres, son inépuisable énergie et ambition font d'elle une personnalité marquante de la francophonie albertaine.

Elle est présentement mise en nomination pour les Prix du gouverneur général commémorant " l'Affaire Personne".



FÉLICITATIONS À TOUS!

• *Langues officielles*

Elizabeth Marshall: «Nous sommes des faiseurs de ponts»

EDMONTON- Elizabeth Marshall est la seule anglophone au bureau du Commissariat aux langues officielles à Edmonton. Diplomate de formation, elle a longtemps parcouru le monde, séjournant dans de nombreux pays francophones; Haïti, l'Algérie... Elle occupa même un poste au Consulat du Canada à Marseille pendant quatre ans. C'est donc en francophile convaincue qu'elle fait la promotion du bilinguisme dans tout l'Ouest. Et qu'elle doit répondre aux critiques d'anglophones parfois peu convaincus de l'utilité du français.



Elizabeth Marshall

Le Franco: Quel est votre rôle exact ?

Elizabeth Marshall: Le rôle du Commissariat est de s'assurer que les institutions fédérales respectent la loi sur les langues officielles. Personnellement, je conçois notre travail comme celui de faiseurs de ponts entre les deux communautés. Ainsi, en collaboration avec les "Canadian Parents for French", j'interviens souvent dans les écoles anglophones pour présenter l'histoire des francophones en Alberta.

L.F: Ces présentations sont elles bien accueillies?

E.M.: Eh bien, les enfants sont souvent passionnés par l'histoire de ces Français en Alberta. Mais bien souvent, ils posent des questions comme «êtes-vous bien sûre que c'est vrai?» et «comment se fait-il qu'on ne nous l'ait pas dit avant?». Même quand je m'adresse à des groupes d'adultes, beaucoup me disent: «je ne savais pas». J'essaie en ce moment de regrouper toutes ces informations pour que le ministère de l'Education intègre l'histoire francophone de l'Alberta dans les programmes scolaires.

L.F.: Pour beaucoup de francophones de l'Est, l'Alberta est perçue comme la province la plus francophobe du Canada...

E.M.: En tant qu'Albertaine, j'y ai beaucoup réfléchi. Il est contradictoire que l'Alberta, la province qui a le plus parrainé les immigrés du sud-est asiatique dans les années 70, qui a toujours eu une tradition d'hospitalité et d'accueil, soit perçue par certains comme anti-francophone. Le problème vient, d'une part, je pense, de gens d'un certain âge, qui ont peur d'apprendre une seconde langue, qui ont parfois échoué à apprendre le français, qui trouvent que c'est trop compliqué. Ces gens là ne veulent pas que leurs enfants soient obligés de maîtriser le français pour réussir. Mais aujourd'hui, tous les outils sont là pour rendre agréable l'apprentissage d'une langue.

D'autre part, le bilinguisme officiel est parfois ressenti comme quelque chose d'imposé par l'Est. Et l'Alberta s'est toujours plainte de ne pas être assez reconnue par Ottawa. En fait le problème est entre l'Est et l'Ouest, plus qu'entre anglophones et francophones.

L.F.: D'après vous, quel est l'avenir de la communauté franco-albertaine?

E.M.: D'abord, je pense que le recul de cette communauté serait une grande perte pour les anglophones eux mêmes, car cette province leur doit beaucoup. Quand nous avons fait la fédération, nous avons promis que les deux langues des deux peuples fondateurs seraient respectées. Je pense que les jeunes anglophones vont de plus en plus parler le français et aimer la culture française. De plus en plus de gens pourront faire taire les commentaires hostiles aux francophones. Le plus important, à l'avenir, ce seront les rapports entre les jeunes en immersion et la communauté francophone. L'idéal serait de se servir des deux langues en même temps. Les gens que je plains le plus aujourd'hui sont les gens unilingues.

Propos recueillis par Matthieu Massip.



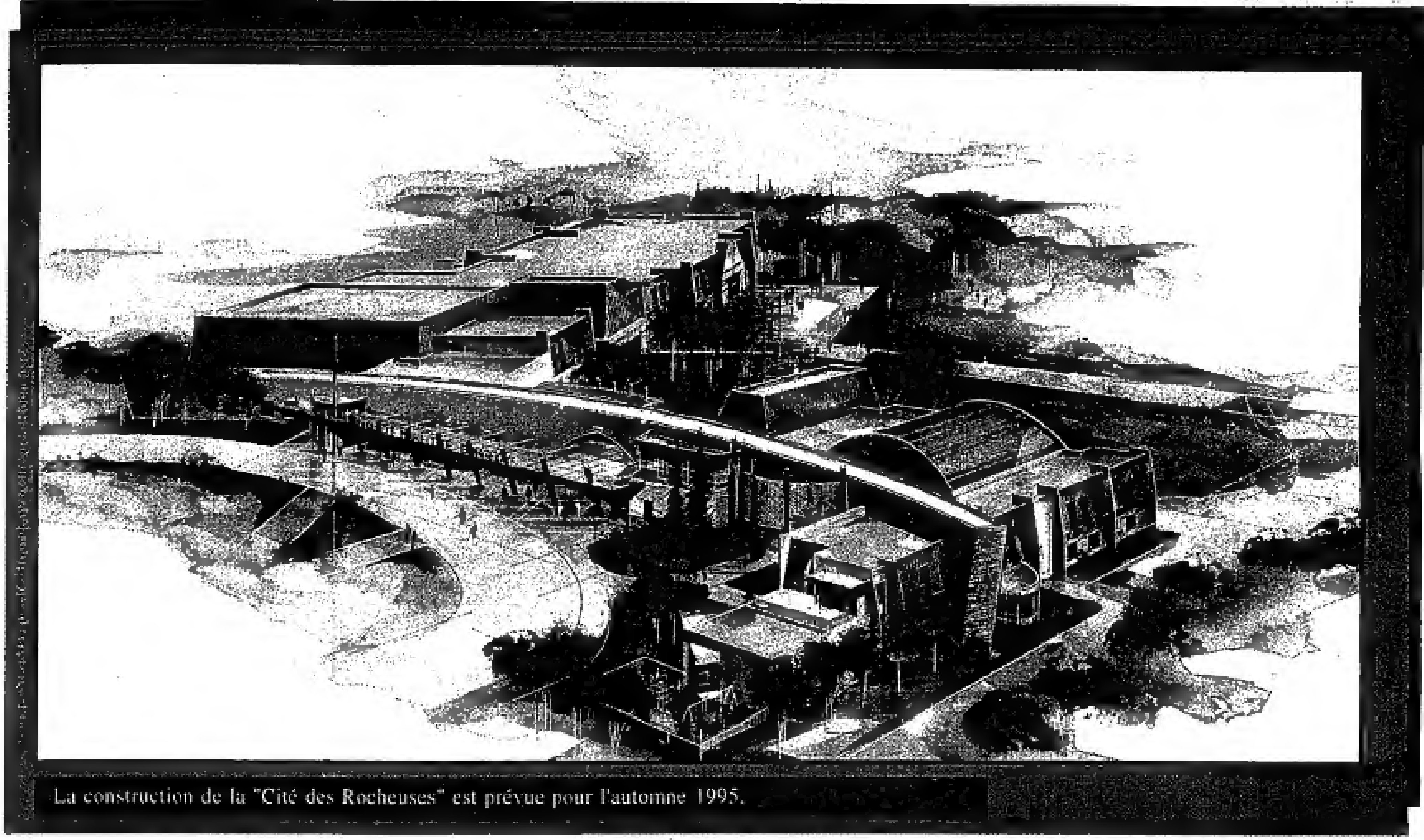




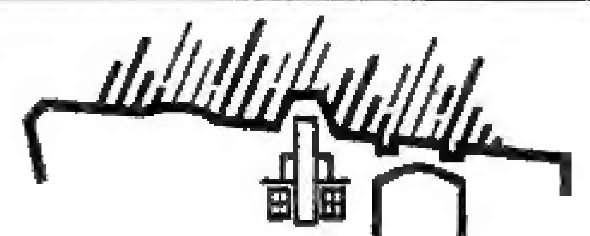








La construction de la "Cité des Rocheuses" est prévue pour l'automne 1995.



CITÉ DES ROCHEUSES

La Société du Centre Scolaire Communautaire de Calgary

"MÈTRE PAR MÈTRE, NOUS SERONS MAÎTRES"

Président honoraire J.Louis Lebel, Q.C., LL.D.
Chancelier emeritus Université de Calgary
Présidente honoraire Thérèse Lebel

La Société du Centre Scolaire Communautaire
1210, 8e Rue Sud-Ouest, bureau 220
Calgary, Alberta, T2R 1L3
tél.: 245-0544 téléc.: 245-0600

La Société désire souligner la contribution de Highwood Communications et Québecor Printing.

CHERS.ÈRES AMIS.ES ALBERTAIN.ES

La viabilité de la langue et de la culture franco-albertaines est et continuera d'être mesurée par le nombre et la qualité des services offerts dans les divers centres où rayonne et brille notre culture.

C'est la raison pour laquelle nous sommes fiers de nos institutions dans les régions telles que Bonnyville, Saint-Paul, Edmonton, Fort McMurray et autres. L'implantation de ces centres de services à la francophonie est un atout non seulement pour ces milieux-là, mais également pour nous tous, car de plus en plus, nous nous rendons compte que la mobilité de la population canadienne est une réalité quotidienne.

Le Centre scolaire communautaire de Calgary doit donc être perçu comme un actif dans le bilan financier et dans le bilan culturel de la province toute entière. Nous faisons donc appel à la générosité de la francophonie albertaine dans notre campagne de prélèvement de fonds pour acheter le terrain sur lequel sera bâtie la Cité des Rocheuses.

Pourquoi ne pas acheter un mètre pour chaque membre de votre famille, pour les membres actuels et à venir et même pour ceux qui nous ont quitté.

LA SOCIÉTÉ DU CENTRE SCOLAIRE COMMUNAUTAIRE DE CALGARY, C'EST QUOI?

Nous sommes un organisme fondé en 1989 et incorporé en 1993 pour assurer le rayonnement de la langue et de la culture françaises dans la région de Calgary ainsi que pour fournir les installations nécessaires aux autres organismes communautaires.

QUEL EST NOTRE OBJECTIF?

Notre but est de construire un Centre communautaire qui répondra aux besoins de la communauté francophone et francophile de Calgary et qui favorisera son développement culturel et communautaire. Ce Centre communautaire s'appellera "Cité des Rocheuses" et sera une institution homogène qui offrira aux Calgaréens parlant français l'occasion d'approfondir leur participation à la culture française. Ce nouveau Centre sera facile d'accès au plus de 50 000 francophones et francophiles de Calgary et comprendra une salle de théâtre, une cafétéria, une prématernelle et une garderie ainsi que de l'espace disponible aux organismes communautaires.

COMMENT VOUS POUVEZ NOUS AIDER À RÉALISER CE RÊVE

Pour que nous puissions atteindre notre but, nous devons prélever des fonds pour acheter le terrain de 1.5 acre sur lequel sera bâti ce nouveau Centre. D'importantes négociations ont déjà été entreprises avec les divers paliers gouvernementaux. Le Conseil scolaire catholique de Calgary et le gouvernement provincial se sont engagés pour une somme de 7 200 000$ dans la construction d'une école francophone qui sera rattachée au Centre communautaire. L'engagement financier du gouvernement fédéral, sous l'égide du Patrimoine Canadien, est de 3 500 000$ pour la construction du Centre. Néanmoins, il nous reste 250 000$ à prélever pour l'achat du terrain. Nous avons établi un programme de prélèvement de fonds et nous comptons sur votre soutien.
Le terrain a été divisé en 6 060m et chaque mètre peut être acheté pour la somme de 50,00$. Une maquette du terrain sera érigée dans l'entrée du Centre et portera les noms de tous ceux qui auront contribué. Ajoutez votre nom à cette liste et faites partie de ce projet important.

Faites votre chèque à l'ordre de: "Cité des Rocheuses"
La Société du Centre Scolaire Communautaire
1210, 8e Rue Sud-Ouest, bureau 220,
Calgary (Alberta) T2R 1L3

Méthode de paiement Montant: ________
☐ Chèque ☐ Visa ☐ Mastercard
Numéro de carte
Date d'exp. ________ Signature ________

Nom ________
Adresse ________
Ville ________ Province ________ Code Postal ________
Téléphone: (bureau) ________ (domicile) ________

OFFRES D'EMPLOI

...Paulette Crévolin

Suite de la page 5

française. « Un jour, j'ai dit qu'on devrait un peu oublier Pétain, et nous consacrer d'abord à aider De Gaulle et les Forces Françaises Libres. On recevait beaucoup de propagande anti-pétainiste de Londres. Ça devenait ridicule. Il était déjà très vieux et je savais qu'il aurait des comptes à régler à la libération».

Parfois contestée, Paulette tient bon. Si bien qu'à la Libération, après le décès du consul de France à Edmonton, l'Ambassadeur de France lui offre d'assurer l'interim avant l'arrivée d'un nouveau consul. Fraichement décorée de la Croix de Lorraine avec les autres membres du comité France libre, la jeune fille mène de front sa carrière au ministère de la justice de l'Alberta et ses fonctions provisoires (et bénévoles) de représentante de la France. Un "provisoire" qui durera jusqu'en 1957! Quand, enfin, un nouveau consul est nommé, Paulette est discrètement mise à l'écart. Sans amertume, elle regrette pourtant: «à l'époque, à l'ambassade on m'a dit, «vous savez, quand un nouveau consul est nommé, on n'entend plus parler de l'ancien». On m'a plus tard remis une médaille «retrouvée au fond d'un tiroir», en présence seulement de mes parents.

Entretemps, en 1949, des Français font (encore) appel à elle, et elle fonde l'Alliance française d'Emonton, toujours active sur l'avenue Whyte.

Quand on lui parle de ses vingt ans, Paulette sourit: «j'ai fait tellement de choses! Aujourd'hui, pourrais-je encore le faire?» Mais 1940, c'était une époque pas ordinaire, surtout quand on a vingt ans.

Matthieu Massip

Avis de décès

Noëlla Fillion

FALHER — Le 29 août décédait Alexis Alfred Thibault, de McLennan, à l'âge de 84 ans. Il était originaire de Saint-Paul du nord, au Québec, et est venu s'installer dans la région avec ses parents, en 1926.

Le révérend père Daniel Lafrance, o.m.i., présidait la messe de la Résurrection, assisté du r.p. Louis Collin, o.m.i. L'inhumation s'est déroulée au cimetière catholique de McLennan, le premier septembre dernier.

Il laisse dans le deuil son épouse, Berthe Pouliot, un frère, Raymond de McLennan et deux soeurs: Marie-Luce Ouellette de McLennan et Marie-Paule Boulet d'Edmonton, ainsi que de nombreux neveux et nièces et beaucoup d'amis. Il fut précédé dans l'éternité par ses parents Thomas-Louis et Maria Thibault; ses frères Olivier, Auguste, Arthur et Gilbert ainsi que deux soeurs, Alice Bastien et Thérèse Demeter.

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.
Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 $ pour l'encadrement. **Vous devez calculer 7% de TPS.**
Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi midi. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le 465-6581 avant le lundi à midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

Le Franco, 8923 - 82e Avenue, Edmonton (Alberta), T6C 0Z2

Coop d'habitation :Le quartier du collège: reçoit les applications pour la location d'appartements dans l'avenir. SVP communiquez avec Rose-Marie Tremblay au 469-1116 (oct 96)

Je suis à la recherche d'une personne qui pourrait m'aider à rédiger des lettres pour moi-même, ainsi que pour un jeune garçon. Appelez Heidi au 472-0579. (20-10)

Jeune fille des Philippines offre ses services de "nanny" et entretien de maison, à temps plein, 75$/semaine. Adressez-vous à Joy Amoy, BOX 802/F, Toronto, ON M4Y 2T7 (13-10)

MAISON A VENDRE
(par le propriétaire)

JOURNÉE PORTES OUVERTES
le dimanche
8 octobre 1995
entre 13h et 16h
Maison construite
Il y a 4 ans
Plusieurs, plusieurs extras
$239 000
9327-81e avenue
Edmonton (Alberta)
Pour plus d'informations, appelez au 465-4786

Prière à Saint-Jude

Patron des causes désespérées

O glorieux apôtre Saint-Jude, l'église vous honore et vous invoque comme patron des causes désespérées. Nous vous supplions humblement d'accueillir avec ferveur ceux qui dans leur détresse mettent en vous leur confiance.
Venez au secours de tous ceux qui vous invoquent, exaucez leurs prières, obtenez-leur, avec la vie éternelle, la grâce qu'ils sollicitent de votre puissante intercession.

Nous vous promettons, en retour, de nous souvenir toujours de vos faveurs et de mieux vous faire connaître comme "patron des causes désespérées".

3 Pater Ave Gloria
Amen

Y.F.

Paroisses francophones

Messes du dimanche

EDMONTON

Immaculée-Conception
10830 - 96e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Albert
Chapelle Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

Sainte-Anne
9810 - 165e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Thomas d'Aquin
8410 - 89e Rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30 et 11h

Saint-Joachim
9928 - 110e Rue
Vendredi et samedi: 17h
Dimanche: 10h30

Beaumont Saint-Vital
4905 - 50e Rue
Dimanche: 9h30

CALGARY

Sainte-Famille
1719 - 5 Rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

PEACE RIVER

Our Lady of Peace
10405 - 99e rue
3e dimanche du mois

ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11h30

CARTES D'AFFAIRES





BÂTIR AUJOURD'HUI POUR DEMAIN

Horaire du Rond-Point 1995

13, 14 et 15 octobre prochains

Convention Inn South • 4404 Calgary Trail • Réservations: 1-800-661-1122

Vendredi 13 octobre

17h00: Assemblée générale annuelle de l'Association des juristes d'expression française de l'Alberta (A.J.E.F.A.)

18h30: Banquet de l'A.J.E.F.A.

19h30: Lancement du livre "Gerbe de l'ouest", recueil de récits publié par le Centre éducatif et communautaire de l'Alberta

21h00: Piano-bar avec Denise Lavallée et Gilles-Guy Benoiton

Samedi 14 octobre

Ateliers:

8h30 à 10h15 : Forum de développement économique
Animateurs: Me Roy Klassen, M. Zen Bodnar, Mme Hazel Corcoran

Évaluation des tables de concertation
Animateur: David Fréchette

Correspondants du Franco
Animateur: François Pageau

Cours sur les droits en matière de succession et de testament

8h30 à 12h00 : Secteur des Arts et de la Culture
-Votre programmation et vos communications informatisées
Animateurs: Yves Caron et Sylvio Boudreau

10h30 à 12h00 : Plan d'action sur l'éducation postsecondaire
Animatrice: Louisette Villeneuve

Le dossier interministériel
Animateur: Denis Tardif

Relations entre FJA et les ACFA régionales
Animateur: Paul Dumont
Achat d'une maison

Les centres scolaires et communautaires
Animateur: Réal Doucet

12h00 : Dîner

13h00 : Assemblée générale annuelle

18h00: Cocktail

18h30: Banquet

Cérémonie de remise des Prix d'excellence
Spectacle des artistes du Centre de développement musical

Service de garderie de 8h00 à 17h00

Dimanche 15 octobre

10h30: Messe à l'église Immaculée Conception (10830-96e rue)

12h00: Brunch

Formulaire d'inscription:

Je veux réserver mes billets de repas pour le Rond-Point

Nom: ________
Adresse: ________
Ville: ________ Code postal: ________
N° de téléphone: ________

________ Dîner 15$ Garderie ________
________ Banquet 30$ Allergies ________
________ Brunch 12$
________ $ Montant total

Faire parvenir à: *ACFA Provinciale #200 8923-82e avenue Edmonton, Alberta T6C 0Z2* Tél: 403-466-1680 Téléc: 403-465-6773

AUCUN BILLET DE REPAS NE SERA VENDU SUR PLACE .
FAITES VOS RESERVATIONS LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE

Les réservations de billets de repas peuvent être faites en communiquant avec Sylvie B. Guillette au 403-466-1680 du lundi au vendredi avant 15h30 ou en télécopiant le coupon au 403-465-6773.